Extrait du site UGTG.org

url :Ã http://ugtg.org/spip.php?article40

Ki FÃ²s ki LidÃ© ki Chimen Pou DÃ©tÃ²tyÃ© Gwadeloup

- Expressions - DÃ©clarations -

Date de parution : 13 avril 2000

Date de mise en ligne : dimanche 1er fÃ©vrier 2009

Mis Ã jour le : mercredi 28 mai 2008

UGTG.org

IL s'agissait d'ajout pour les protagonistes, tous attachés à la mère patrie France, de s'opposer sur le degré d'assimilation à proposer à notre peuple.

D'un côté, les députés CASSAIRE et BISSOL pour la Martinique, MONNERVILLE pour la Guyane et VERGÈS pour la Réunion, partisans d'une assimilation intégrale, de l'égalité des droits, seule voie pour que nous soyons des Français à part entière et espérer sortir du chaos social et économique résultant du système de domination coloniale.

De l'autre Paul VALENTINO de la Guadeloupe, voulant préserver quelques pouvoirs au Conseil Général et notamment son autonomie financière en refusant la centralisation des pouvoirs par la métropole.

Ainsi donc, entre assimilation intégrale et la préservation d'une relative autonomie, justifiée par "notre spécificité et notre éloignement," le débat est le même. Le résultat risque d'être également le même. Aujourd'hui encore la petite et la moyenne bourgeoisies, politiquement, économiquement et intellectuellement, en échec et frustrées, dépendantes idéologiquement de la France Coloniale, en constante allégeance au pouvoir central, incapables de penser et de produire de façon authentique, ont confisqué le débat.

Des amendements, qu'elles porteront au schéma du Gouvernement Français au travers des "Institutions de la République" dépendra notre avenir.

II - SÃO KILEN, KILAN'T KI Fwans SA !!

A entendre tous ceux qui réclament aujourd'hui l'évolution institutionnelle ou une évolution statutaire, la départementalisation est arrivée à son terme. Et pour faire bonne mesure, ils n'ont pas osé fêter le 54^e anniversaire le 19 mars 2000.

Ainsi les espoirs de 1946, d'égalité et de justice sociales, de société développée, se sont soudainement envolés malgré toutes les adaptations et les lois spécifiques intervenues (départementalisation adaptée 1960, décentralisation 1982, Pons 1986, Perben 1994 à Euros!etc.)

Ceux qui ont soutenu toutes les politiques que les différents gouvernements de la France nous ont concoctées et imposées semblent se réveiller.

Ils se découvrent Français et majeurs. Ils disent avoir les moyens de proposer seul, sans Paris ou par l'entremise d'un Congrès des solutions à toutes nos difficultés.

Ils constatent entre autres que, la départementalisation a :

- [-] contraint notre société à la dépendance,
- [-] organisé l'assistanat,
- [-] détruit toutes nos productions,
- [-] invalidé les créateurs et producteurs,
- [-] marginalisé et criminalisé notre jeunesse.

Ils affirment que les entreprises guadeloupaises croulent sous le poids des charges et bien évidemment

suggÃ©rent le blocage des salaires.

La dÃ©fiscalisation avec ses effets pervers n'a pas permis de tirer l'Ã©conomie vers le haut. La loi Perben n'a pas crÃ©Ã© d'emploi et les Banques ne soutiennent pas les entreprises.

A les entendre, ils n'ont eu aucun pouvoir, ils n'Ã©taient aux commandes ni des municipalitÃ©s ni des assemblÃ©es locales. La dÃ©centralisation ne leur rÃ©servait aucune marge de manÃ©uvre.

Ils n'ont aucune responsabilitÃ© dans la fermeture des usines, dans le manque d'eau en Nord Grande-TERRE, dans la dilapidation d'Air Guadeloupe, dans le sous Ã©quipement des lycÃ©es, dans la pollution de nos riviÃ©res. C'est donc l'Ã©galeme et l'Ã©gitime aujourd'hui en leur qualitÃ© d'Ã©lus retrouvÃ©s qu'ils prÃ©tendent encore pouvoir construire une nouvelle Guadeloupe.

Mais peut-on sincÃ©rement confier Ã© cette classe politique cette noble tÃ¢che, eux qui ont Ã©tÃ© si muets et absents chaque fois que le peuple et les travailleurs ont voulu changer leurs conditions, eux qui se sont liguÃ©s pour rÃ©clamer au PrÃ©fet la rÃ©pression contre les travailleurs grÃ©vistest ?

La classe politique guadeloupÃ©enne a perpÃ©tuellement agi pour sa propre reproduction.

Toute son Ã©nergie a consistÃ© Ã© domestiquer les masses, Ã© contraindre les hommes Ã© agir pour sa propre ascension, Ã© limiter l'action politique collective Ã© la satisfaction de ses intÃ©rÃ©ts personnels et immÃ©diats.

Elle a utilisÃ© la division, elle a encouragÃ© l'assimilation, elle a faÃ§onnÃ© la lÃ©chetÃ© et la capitulation, elle a zombifiÃ© le peuple de Guadeloupe.

Ne jamais dÃ©plaÃ©re au pouvoir central, servir le PrÃ©fet et l'administration FranÃ§aise, exÃ©cuter les directives de Paris, pratiquer et soutenir l'exploitation et la nÃ©gation des hommes.

Tel a Ã©tÃ© pour l'essentiel son engagement politique.

Rien d'Ã©tonnant, qu'elle soit incapable de dÃ©terminer de maniÃ©re unitaire et d'Ã©sintÃ©ressÃ©e un nouveau dessein pour notre pays.

Rien d'Ã©tonnant qu'elle soit Ã©merveillÃ©e par le droit Ã© la parole que la loi D'orientation fait mine finalement de lui accorder.

Rien d'Ã©tonnant qu'elle ne bÃ©nÃ©ficie d'aucune confiance des GuadeloupÃ©ens.

III âEuros" VÃ©GLAJ

Qu'est-ce qui distingue la DÃ©claration de Basse-Terre du Rapport Malo et de la Loi d'Orientation du Gouvernement Jospin ?

Au-delÃ de l'opposition politique, organisant un faux dÃ©bat entre les diffÃ©rents partisans de la Guadeloupe FranÃ§aise et EuropÃ©enne, dÃ©bat qui d'ailleurs s'arrÃªtera nÃ©cessairement Ã l'occasion des Ã©lections municipales prochaines. Tous ces projets voudraient que nos reprÃ©sentants disposent de plus de pouvoir pour organiser notre vie.

Seulement, tous se limitent avec le soutien d'experts universitaires, Ã fixer le cadre du changement, Ã promettre plus de soutien financier aux capitalistes, plus d'assistanat au peuple et organisent plus de dÃ©fiscalisation.

L'alignement du RMI-Dom sur le RMI FranÃ§ais est la reconnaissance que le chÃ´mage et la prÃ©caritÃ© ne seront pas rÃ©solus par leurs Orientations "d'urgence Ã©conomiques".

L'exonÃ©ration totale des charges sociales pour les entreprises de moins de 10 salariÃ©s et sur les salaires au niveau du SMIC aura pour consÃ©quence le blocage des salaires et des embauches, le dÃ©veloppement des licenciements et confortera les patrons dans leur objectif de ne jamais Ãªtre confrontÃ©s Ã des reprÃ©sentants du personnel par l'atteinte du seuil des 11 salariÃ©s. Ce sont iÃ© encore des dispositions relevant d'un traitement politique du chÃ´mage puisque les entreprises rÃ©ellement GuadeloupÃ©ennes ne pourront pour autant disposer de crÃ©dits d'investissement, seul moyen de dÃ©velopper leur activitÃ© et de crÃ©er des besoins d'emploi.

Tous prÃ©tendent que notre majoritÃ©, notre identitÃ©, notre authenticitÃ© ne pourra s'exercer sans le contrÃ´le de la France et le financement de l'Europe.

Ils poussent le ridicule jusqu'Ã rÃ©clamer les mÃªmes droits que les nations libres de la CaraÃ´be tout en restant FranÃ§ais et EuropÃ©en.

Ils n'ont jamais reconnu que les 50 ans de dÃ©partementalisation et d'intÃ©gration Ã l'Europe a exclu notre pays de la CaraÃ´be, a anÃ©anti la crÃ©ativitÃ©, a aliÃ©nÃ© notre peuple.

Comment en effet vouloir aujourd'hui se rÃ©clamer CaribÃ©en aprÃªs avoir des annÃ©es durant utilisÃ© les difficultÃ©s des pays de la CaraÃ´be comme repoussoir aux idÃ©es indÃ©pendantistes, aprÃªs avoir dÃ©nigrÃ© et pourchassÃ© les peuples de la CaraÃ´be vivant en Guadeloupe, aprÃªs n'avoir jurÃ© que par la France ?

Selon eux, dÃ©finir un cadre institutionnel est Ã lui seul un programme politique, et un projet de sociÃ©tÃ©.

Quel sera le contenu des programmes scolaires, comment donner vie Ã notre culture, quel homme GuadeloupÃ©en promouvoir, quelle production soutenir, quel systÃ©me rÃ©glementaire envisager, quels rapports sociaux privilÃ©gier ?

Comment se rÃ©approprier les richesses, comment protÃ©ger notre environnement, quelles activitÃ©s Ã©conomiques dÃ©velopper, comment enrichir par la formation les hommes ? âEuros! Rien de tout cela.

Comme depuis 50 ans, le dÃ©bat, l'affrontement des idÃ©es, la construction d'idÃ©es nouvelles, sont interdits parce que sujets Ã encourager le sÃ©paratisme, et donner raison aux indÃ©pendantistes.

IV - FÃ' NOU BARÃ0 VAN A YO !

Ce n'est pas parce que ce dÃ©bat intÃ©resse simultanÃ©ment les 4 derniÃ¨res colonies de la France avec des particularitÃ©s liÃ©es Ã l'histoire singuliÃ¨re de chacune d'elle que nous devons nous mÃ©prendre! Eurosi

Sachons notamment que le maÃ®tre du jeu est le mÃªme, le pouvoir colonial FranÃ§ais mÃªme s'il semble s'exprimer Ã deux niveaux diffÃ©rents du fait de la cohabitation et des enjeux de politique intÃ©rieure Ã la France.

Les parcours de MARIE-JEANNE et de KARAM sont diffÃ©rents de celui de MICHAUX-CHEVRY. Si la dÃ©claration de Basse-Terre renforce la stratÃ©gie du mouvement indÃ©pendantiste martiniquais, lÃ©gitime et popularise les revendications du "KomitÃ© Pou DÃ©marÃ© Lagwiyan", rÃ©active la revendication nationaliste en Guadeloupe ; ne nous trompons pas.

Objectif Guadeloupe n'a ni les moyens, ni la volontÃ© de conduire la Guadeloupe Ã plus d'identitÃ©, ni Ã plus de responsabilitÃ©, ni Ã la souverainetÃ©, et encore moins Ã l'IndÃ©pendance Nationale.

CHYEN PAKA FÃÆ CHAT.

Les partis politiques de "Gauche" bien Ã©videmment en parfaite harmonie avec QUEYRANNE et JOSPIN se limiteront Ã n'obtenir que ce que le Gouvernement consentira Ã leur accorder. La pÃ©rennitÃ© de leur mandat relookÃ© d'une dimension identitaire et CaribÃ©enne, en Ã©change de l'Ã©nergie qu'ils mettront Ã mystifier le peuple.

La Bataille Statutaire n'est qu'une bataille de chef.

Que les choses soient claires ! Il s'agit pour la France de garder ses possessions. Elle peut autoriser cependant l'Ã©largissement de ses institutions pour Ã©viter tout dÃ©bordement de faÃ§on bien Ã©videmment Ã prÃ©server ses intÃ©rÃªts gÃ©opolitiques, gÃ©ostratÃ©giques et commerciaux dans le monde.

La rÃ©cente initiative de Jacques CHIRAC en direction des Chefs d'Ãtat et de Gouvernement de la CaraÃ©be Ã l'occasion du CARIFORUM tÃ©moignent de cette volontÃ© de la prÃ©sidence FranÃ§aise et de l'Union EuropÃ©enne de toujours garder la bonne position par rapport au grand marchÃ© qui s'organise dans notre rÃ©gion avec le MERCOSUR et L'ALENA sous le contrÃ´le de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) Plus d'Europe dans les D.F.A vitrines et ponts avancÃ©s de l'Europe dans la CaraÃ©be, et les intÃ©rÃªts du Capital EuropÃ©en seront prÃ©servÃ©s.

En vÃ©ritÃ© ces dÃ©clarations, Rapports et Projets constituent un vÃ©ritable hold-up contre la dÃ©mocratie.

Comprendre cela nous permettra d'abord, de dÃ©noncer la mystification en cours et de nous donner des moyens ensuite pour arracher par la lutte les changements politiques, Ã©conomiques et sociaux nÃ©cessaires Ã la construction d'une autre Guadeloupe.

V - PÃÆP GWADLOUP DOUBOUT

En fait, l'agitation de la classe politique GuadeloupÃ©enne vise essentiellement Ã domestiquer le " balan " de

changement que les travailleurs par leurs engagements multiples dans les conflits sociaux manifestent.

Ils entendent gagner la confiance des petits entrepreneurs Guadeloupwans vindicatifs que leur politique a "koyonnwans" avec la dwansfiscalisation, les zones franches et la loi Perben.

Ils espwansrent calmer par des emplois-jeunes, des CES, des promesses d'aides wans la crwansation d'entreprise toute cette jeunesse sans travail, diplwansme en main qui assiste impuissante tous les jours l'occupation des rares emplois par les Franwansçais de France, au nom de la compwansctence et de l'expwansrience.

Ils voudraient endormir les travailleurs, museler les syndicats qui tous les jours rwansvwanslent leur incompwansctence.

Le peuple de Guadeloupe qui s'est engagwans aux cwanswans de Pascal SEBASTIEN, contre la rwanspression qui a frappwans les syndicalistes, pour arracher Armand TOTO des mains de la justice coloniale, les travailleurs des communes, les lycwansens, les riverains de la Riviwansre de Goyave, les artisans du PACT, les habitants du Nord Grande-Terre ont compris que l'wansstat et ses valets locaux n'entendent dorwansnavant que le langage de la rue.

Ce nouveau pouvoir qui fait dwanssordre, qui prend "leur" Guadeloupe en otage est la preuve de leur wanschec, la preuve que tous leurs efforts pour l'assimilation intwansgrale, la preuve que toute l'wansducation de la capitulation entretenue pendant 50 ans n'a pas rwansussi.

Ce pouvoir populaire manifestwans par les mouvements culturels comme AKIYO, VOUKOUM et 50/50, des syndicats comme l'UGTG, est dorwansnavant l'espoir du peuple, le rempart des opprimwanss, des Rmistes, des Asswansdics, des sans-droits.

Un grand mouvement "a Fwanss wans Balan" prend corps, et s'autorise toutes les "impertinences", toutes les audaces, rwansclame et redonne espoir.

VI-AN NOU PWAN FWANS, AN NOU BAY BALAN POU DAOTAYWANS GWADLOUP

Nous l'avons dwansclarwans lors de notre 9wansme Congrwanss. "Swans nou Gwadeloupwansyen Ki kawans Dawotaywans Gwadeloup"

Le dwansveloppement wansconomique de la Guadeloupe comme fondement de l'wansquilibre social et de l'wanspanouissement des hommes est un leurre si elle ne relwansve pas d'une stratwansgie politique rwansvolutionnaire tendant wans transformer les rapports sociaux, wans rompre avec les liens coloniaux qui nous lient wans la France et wans combattre les rapports de domination capitaliste.

La paix sociale est contraire aux intwansrãwansts des larges masses, wans l'impwansratif de transformation des rapports sociaux.

[-] Par la poursuite de la conscientisation du peuple de Guadeloupe

[-] Par le renforcement des organisations de masse

[-] Par le soutien que nous porterons aux luttes sociales

[-] Par l'engagement des jeunes et des chwansmeurs avec leur organisation dans la lutte

[-] Par la qualitwans des solidaritwanss internationales que nous mobiliserons,

Nous serons capables de rwansinventer :

- [-] Un nouvel Ã©tat d'esprit de nous-mÃªmes
- [-] Une nouvelle idÃ©e de la Guadeloupe
- [-] Un nouveau dessein pour l'avenir.

Nous soutenons, comme depuis dÃ©cembre 1973 que :

- [-] Le peuple GuadeloupÃ©en a droit Ã l'autodÃ©termination
- [-] Le droit de la Nation GuadeloupÃ©enne Ã la pleine souverainetÃ© et Ã l'indÃ©pendance Nationale est inaliÃ©nable
- [-] Les intÃ©rÃªts de la classe ouvriÃ¨re, des producteurs et des crÃ©ateurs GuadeloupÃ©ens ne seront prÃ©servÃ©s que par leur engagement dans la lutte.

Nous soutenons que :

SEULE LA GRÃÆVE GÃ©NÃ©RALE SUR LA BASE DU PROGRAMME D'ACTION DE LA CLASSE OUVRIÃRE ET LA DÃ©SOBÃ©ISSANCE CIVILE CONSTITUENT DES MOYENS FONDAMENTAUX QUI IMPOSERONT Ã EUROPE LA FRANCE LA NÃ©GOCIATION D'UN DISPOSITIF DE DÃ©COLONISATION ET DE DÃ©VELOPPEMENT Ã©CONOMIQUE ET SOCIAL DANS L'INTÃ©RÃ©T DU PEUPLE ET DES TRAVAILLEURS GUADELOUPÃ©ENS.

Avec DELGRÃS - IGNACE - SOLITUDE Ã©urope!, la rÃ©sistance a l'oppression est un droit naturel.

Dans un grand mouvement Ã© « a FÃ²s, Balan Ã© KrÃ©yasyonÃ© », nos actions arracheront notamment :

- 1) la promotion de la culture et de l'histoire de la Guadeloupe
- 2) la conception d'authentiques programmes d'Ã©ducation populaire, de formation scolaire et universitaire,
- 3) le respect des libertÃ©s fondamentales et singuliÃ¨rement les libertÃ©s syndicales
- 4) la construction de rapports sociaux nouveaux basÃ©s sur l'entraide, la solidaritÃ©, la juste rÃ©partition des richesses, le respect des plus dÃ©munis, la solidaritÃ© entre les gÃ©nÃ©rations, la transmission des valeurs fondatrices de notre sociÃ©tÃ©
- 5) un projet de dÃ©veloppement Ã©conomique, durable et intÃ©grÃ©, d'Ã©cidÃ© aprÃªs la recherche de toutes nos potentialitÃ©s, et dans l'objectif d'assurer Ã tous le droit au travail, de fÃ©dÃ©rer et de dÃ©velopper la crÃ©ation, de protÃ©ger notre environnement.
- 6) La protection de nos terres de toutes les spÃ©culations.
- 7) La conquÃªte des marchÃ©s et de la production par des entreprises rÃ©ellement GuadeloupÃ©ennes.
- 8) La gestion cohÃ©rente des Transports Collectifs.
- 9) un systÃ¨me de santÃ© privilÃ©giant l'Ã©ducation sanitaire et la prÃ©vention.
- 10) La mobilisation des jeunes contre les dÃ©viances sociales et leur participation Ã des actions leur garantissant la maÃªtrise de leur avenir et la conduite future de notre pays.
- 11) La libÃ©ration de la pensÃ©e intellectuelle et de la production artistique.
- 12) La promotion du sport et des loisirs comme moyen d'Ã©panouissement personnel et de construction collective.
- 13) notre reconnaissance en tant que peuple CaribÃ©en.
- 14) L'arrÃªt du gÃ©nocide par substitution de notre peuple.
- 15) le financement de tous nos projets par la dette coloniale.
- 16) un cadre rÃ©glementaire adaptÃ© aux objectifs politiques, Ã©conomiques, sociaux et culturels que nous Ã©laborerons.

**DANS L'IMMEDIAT, Refusons de laisser les politiciens
"Bwabwa Ã© mantimantÃ©" parler et agir en notre
nom**

Refusons le cirque Ã©lectoral

**Que partout dans les villes, les campagnes, les
Ã©coles, les associations, le peuple de Guadeloupe
se la ve et envahisse les rues.**

**ENSEMBLE DANS LA LUTTE NOUS TROUVERONS
LES MOYENS ORGANISATIONNELS QUI
ASSURERONT LE SUCCES DE CE MOMENT DE
NOTRE HISTOIRE, AOTAPE DAOCISIVE DE NOTRE
VAORITABLE AOMANCIPATION.
AN NOU PWAN FA'S,
AN NOU BAY BALAN,
BAY LANMEN, BAY LAVWA,
NOU KA0 DA0TA'TYA0 GWADLOUP.**

LE 14 AVRIL 2000

LE CONSEIL SYNDICAL DE L'U.G.T.G